

TORNATA DEL 2 LUGLIO 1852

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE BARONE MANNO.

SOMMARIO. *Omaggi — Relazione sul progetto di legge per modificazioni agli statuti della Banca nazionale — Relazione sui titoli d'ammissione dell'avvocato Conelli e proclamazione a senatore — Discussione del progetto di legge per un'imposta personale e mobiliare — Parlano contro i senatori Picolet e Castagnetto — Il senatore Alberto della Marmora appoggia il progetto della Commissione — Discorso del ministro delle finanze in sostegno delle proposte del Ministero — Risposte del senatore Giulio, relatore — Contro osservazioni del ministro delle finanze — Chiusura della discussione generale.*

La seduta è aperta alle ore 2 1/2 pomeridiane.

PROVANA DEL SABBIONE, segretario, dà lettura del verbale dell'ultima tornata, il quale è senza osservazioni approvato.

PRESIDENTE. Rendo conto al Senato degli omaggi fattigli.

1° Dal direttore generale delle regie poste di due esemplari di una nuova tabella generale delle franchigie di posta;

2° Dal comitato delegato degli interessati di Porta d'Italia di un nuovo memoriale relativo alla questione dello scalo della ferrovia di Novara.

RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER MODIFICAZIONI AGLI STATUTI DELLA BANCA NAZIONALE.

PRESIDENTE. Accordo la parola al senatore Cotta, relatore sul progetto di legge per modificazioni agli statuti della Banca nazionale.

COTTA, relatore, legge la relazione (Vedi 1° vol. Documenti, pag. 363).

PRESIDENTE. Il rapporto ora letto sarà dato alla stampa e distribuito negli uffici.

RELAZIONE SUI TITOLI D'AMMISSIONE A SENATORE DELL'AVVOCATO CONELLI.

PRESIDENTE. Concedo la parola al senatore Cristiani, relatore dei titoli d'ammissione del nuovo senatore avvocato Conelli.

CRISTIANI, relatore. Signori, l'avvocato Francesco Conelli de' Prospero è stato nominato senatore del regno con reale decreto in data del 4 marzo scorso come appartenente alla categoria 21ª contemplata nell'articolo 33 dello Statuto. Non ha potuto presentare con tutta la premura che avrebbe desiderato i titoli che giustificano la regolarità della sua nomina per essersi trovato nella necessità di procurarsi dal-

Olanda la fede della sua nascita, la quale ebbe luogo in Rotterdam il 26 dicembre 1801.

Essendosi dall'avvocato Conelli fatta la presentazione degli opportuni certificati, da cui risulta giustificata la di lui possidenza di beni di ettari 893 29, sottoposti per la sola imposta diretta ad una contribuzione di lire 6589 84, la quale cogli altri tributi ascende ad annue lire 13,371, e così eccedendo di gran lunga la somma voluta dallo Statuto, il primo ufficio conchiude per la sua ammissione nel seno del Senato.

PRESIDENTE. Ho l'onore di porre ai voti le conclusioni dell'ufficio.

Chi le approva, sorga.

(il Senato adotta.)

Ed io a suo nome ho l'onore di proclamare a senatore de regno l'avvocato Francesco Conelli.

**DISCUSSIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER
UN'IMPOSTA PERSONALE E MOBILIARE.**

PRESIDENTE. Dichiaro aperta la discussione generale sulla legge posta all'ordine del giorno riguardante l'imposta personale e mobiliare (Vedi 1° vol. *Documenti*, pag. 58).

La parola è al signor senatore Picolet.

PICOLET. Messieurs les sénateurs, dans les Gouvernements constitutionnels la demande d'un nouvel impôt suggère toujours des questions préjudicielles, à savoir: les dépenses, auxquelles l'impôt doit faire face, sont-elles indispensables? N'y en a-t-il pas qu'on puisse ajourner, réduire ou supprimer sans inconvénient? Des réformes, ne sont-elles pas à désirer dans quelques branches de l'administration?

Ces questions sont graves, messieurs; elles doivent être sérieusement approfondies. Mais déjà, dans une autre enceinte, le Ministère a donné l'assurance que des projets de loi s'élaborent dans le but d'introduire des réformes importantes et d'obtenir toutes les économies compatibles avec l'exigence des services.

Ces promesses, n'en doutons pas, seront fidèlement accomplies. Ce n'est qu'à ce prix, à ce prix seulement, messieurs, que les peuples auront foi dans nos institutions et confiance dans le Gouvernement.

Cependant, messieurs, en présence d'un budget qui accuse un déficit assez important, il ne peut s'agir de délibérer sur la nécessité de donner au Gouvernement les moyens de subvenir aux charges de l'Etat.

Les réductions de l'impôt du sel et de quelques droits de douane qui pesaient particulièrement sur les classes les moins fortunées, l'augmentation des dépenses dans quelques branches de services ont rendu indispensable la création de nouvelles charges. Ajouterai-je, messieurs, mais sans amertume, qu'il est à regretter que les ministres, qui se sont succédé depuis 1849, n'aient pas réclamé une augmentation de contribution sur les impôts qui en étaient susceptibles, afin de maintenir la balance entre les recettes et les dépenses ordinaires. — Hélas, messieurs, il arrive aux hommes d'Etat ce qui advient trop communément aux hommes privés, de ne voir le mal que quand il est venu.

Cependant, messieurs, malgré l'état des choses qui rend indispensable la création d'un nouvel impôt, je viens refuser mon vote au projet qui nous est présenté, parce que les maximes qu'il consacre sont en opposition flagrante avec le Statut, et que, dans ses résultats, cette loi donnerait lieu à une foule d'abus sans enrichir le trésor.

J'ose espérer du noble et loyal caractère du ministre des finances, qui m'honore de son amitié, qu'il ne verra point dans mon opinion une opposition aux Ministères passés et présents, mais seulement l'expression d'un sentiment qu'il m'est impossible de comprimer.

J'attends la même indulgence des honorables membres de la Commission; ils me pardonneront de ne partager pas en tout point les opinions qu'il ont émises par l'organe de l'honorable rapporteur.

Messieurs, en matière d'impôt, on ne doit jamais perdre de vue deux principes consacrés par le Statut. Ces principes protègent les personnes et les choses que l'impôt doit atteindre.

Relativement aux personnes, ces principes sont écrits aux articles 24 et 25; ils portent: « Tous les citoyens sont égaux devant la loi; ils contribuent indistinctement aux charges de l'Etat dans la proportion de leur fortune. »

Le principe relativement aux charges n'est que la conséquence de ces dispositions; il exige l'application proportionnelle de l'impôt à toutes les choses de la même nature, qui en sont l'objet.

Eh bien, messieurs, tous ces principes, qui sont la base de l'égalité proportionnelle dans la répartition des charges de l'Etat, ont été méconnus dans le projet de loi qui nous est soumis.

A l'égard des personnes, l'égalité a été violée par la surtaxe imposée aux célibataires.

On a dit, il est vrai, dans l'exposé des motifs du projet, que ce n'est pas la personne du célibataire qui est taxée, mais la plus grande aisance qu'on lui suppose que dans l'homme marié.

Mais cet indice, messieurs, a-t-il quelque fondement plausible? Est-il seulement conforme aux préjugés les plus vulgaires?

Un indice n'est que l'indication d'une chose par une autre. Or, la condition du célibataire, son habitation suffisante pour un homme marié, peuvent-elles être l'indication de plus d'aisance dans le célibataire que dans l'homme marié?

On dira bien qu'un palais richement meublé est un signe de fortune dans la personne qui l'habite; mais on ne dira pas que le célibataire qui occupe ce même palais est présumé plus riche que l'homme marié qui l'habiterait à sa place; on ne dira pas davantage que l'habitation la plus restreinte, occupée par un célibataire, est un indice de plus de fortune, parce que cette habitation pourrait strictement suffire à des personnes mariées.

Rien n'est donc moins raisonnable que l'indice de plus de richesse que l'on fait résulter de la condition de célibataire, et cet indice devient une souveraine injustice dans son application au prêtre, qui, d'après la loi de l'Eglise, ne peut révéler, dans une autre condition, le caractère sacré et indélébile qui le fait ce qu'il est, pour toute la durée de son existence; c'est donc avec raison que votre Commission a écarté la taxe du célibat, qui choquerait d'une manière étrange avec nos mœurs.

Du reste, la loi qui nous est présentée n'a pour objet qu'une taxe sur la valeur locative des habitations, et non une taxe sur l'aisance ou la richesse.

En écartant la considération qui n'est énoncée que dans l'exposé des motifs du projet, on ne trouve plus, dans la loi, autre chose qu'une taxe sur le célibat!!

Ainsi, MM., sous quelque point de vue que l'on considère cette surtaxe, on doit la regarder comme un impôt arbitraire, fondé sur une distinction condamnée par le Statut.

Voilà, messieurs, ce que j'ai à dire sur les personnes des contribuables.

Je passe aux choses que l'impôt doit atteindre.

Quant aux choses, j'ai posé ce principe: que l'impôt pour être juste et conforme au Statut, doit être appliqué d'une manière proportionnelle à toutes les choses de même nature qui en forment les éléments.

Ce principe n'a point été respecté dans les dispositions du projet qui exemptent de toute taxe les loyers dont la valeur ne dépasse pas les chiffres indiqués.

Pour justifier cette exemption, on a dit que l'on a entendu favoriser les classes les moins fortunées; mais d'abord, toute exemption d'impôt est repoussée en vertu de l'égalité établie par le Statut, devant laquelle la distinction entre citoyens riches et citoyens moins fortunés doit s'évanouir; une pareille distinction ferait entrer dans la loi le germe d'un principe de ruine dont la société est menacée.

En effet, messieurs, si l'impôt est une dette que tous les citoyens doivent acquitter en proportion de leur fortune, ne serait-ce pas altérer les notions que l'on a de la justice, et jeter dans la société un principe de démoralisation que de dire à une classe de personnes: vous êtes exempts d'impôt, parce que vous n'êtes pas assez riches, en conséquence les plus fortunés acquitteront votre dette.

Tel serait, messieurs, le résultat de l'article 11 du projet ministériel et de l'article 4 de celui de votre Commission qui dispense de la taxe les habitations dont les loyers ne s'élèvent pas au chiffre de la première classe.

Cependant, messieurs, l'habitation la plus humble n'est pas toujours l'indice de l'indigence. En admettant l'exemption proposée pour les habitations, dont la valeur locative n'atteint pas le chiffre des valeurs imposées, on prive le trésor d'une partie considérable du produit de l'impôt. La difficulté de donner au loyer sa juste valeur à une livre près, vaut-il 149 plutôt que 150 francs, et ainsi de suite; affranchira encore de la taxe tous les loyers de la première classe, dans laquelle serait comprise la totalité des maisons rustiques, et enlèvera au trésor les 7/12 au moins des sommes qu'il pourrait retirer.

Cependant, messieurs, soit dans les villes, soit dans les campagnes, l'aïeance peut exister sous le toit de la plus modeste demeure: les exemples n'en sont pas rares. Qui de nous, messieurs, en visitant, en cette ville, l'enceinte consacrée à la cendre des morts, n'a pas vu cette statue élevée, par la reconnaissance publique, sur la tombe d'un bienfaiteur de l'humanité? Elle ne rappelle pas un nom illustre; l'inscription nous apprend que cet homme exerçait la profession la plus modeste, la plus humble de toutes les professions: il raccommodait les chaussures. Hé bien! messieurs, cet homme a laissé plus de 400,000 livres aux pauvres de cette ville.

Si aujourd'hui on estimait sa chétive demeure, elle ne serait pas comprise, bien certainement, dans la première classe des valeurs imposées.

Voici un autre exemple:

Dans mes anciennes fonctions d'avocat-fiscal général j'ai été à portée de connaître un simple artisan qui, malgré les comptes qu'il a eu à rendre à la justice, ne possède pas moins encore aujourd'hui une fortune de plus de 600 à 700 mille livres; il est bien certain encore que son habitation, couverte de chaume, ne serait pas portée dans la première classe.

De ces exemples on doit conclure que les valeurs locatives, au-dessous de tels chiffres, ne sont pas la preuve de l'indigence qui seule doit être exemptée de l'impôt, et que la plus modeste habitation ne dut-elle payer que 50 centimes, doit

être soumise à la taxe proportionnelle comme le palais du riche.

C'est la loi du Statut et de la justice. « Toute exemption d'impôt, dit un publiciste célèbre dans un ouvrage sur la propriété, toute exemption d'impôt est une iniquité... Depuis 1789, le principe que chacun doit l'impôt a été reconnu comme le vrai principe que la révolution française est venue inaugurer dans le monde » (1).

Messieurs, on dit tous les jours que le temps des privilèges est passé, eh bien! l'exemption légale de l'impôt, à l'égard d'une classe de personnes quelconques, serait, de tous les privilèges, le plus dangereux à l'ordre social.

Mais ce n'est pas tout encore, MM.; le projet, comme pour indemniser le trésor de l'exemption qu'il accorde à certaines locations, a établi, sur les autres valeurs locatives une taxe qui s'élève graduellement avec le loyer.

On ne saurait trouver aucune raison à cette inégalité, si on ne lisait dans un premier rapport sur le projet, que l'impôt est fondé sur le principe que tous les citoyens doivent concourir aux charges de l'Etat en proportion de leur fortune.

D'après ces motifs, ce n'est point la valeur locative qui est frappée, mais la fortune, le revenu que chacun est censé posséder d'après cette même valeur. Ainsi la doctrine qui a suggéré le système progressif ou graduel de la taxe a pour résultat de faire payer plus à celui qui est censé posséder plus, de faire payer moins à celui qui est censé posséder moins, c'est-à-dire *unusquisque secundum vires suas*.

Or, MM., cette doctrine qui se présente avec une apparence d'équité, n'est pas moins injuste que celle que je viens de combattre; et je regrette de ne pouvoir partager sur ce point l'avis de votre honorable Commission.

En effet, MM., l'impôt n'est que le prix des services rendus par l'Etat aux membres de la société. Ces services sont établis dans un intérêt général; tous les membres en profitent sans distinction. Chaque individu reçoit une égale protection de l'Etat; dès lors peut-on dire que le riche en absorbe plus que les moins fortunés? Tous les citoyens égaux devant la loi sont également protégés. On ne peut donc régler avec justice un impôt quelconque d'après la fortune et faire payer aux uns, parce qu'ils ont plus, des avantages dont les autres profitent.

Permettez-moi une comparaison: que dirait-on du propriétaire qui louant des appartements meublés, prétendrait en proportionner le loyer non à ses frais d'achat et d'entretien, mais à la richesse de son locataire? Eh bien! comme on qualifierait une pareille prétention, on doit qualifier la doctrine qu'on nous propose de sanctionner.

D'ailleurs, MM., l'assiette d'un impôt sur la fortune, considérée d'une manière abstraite, est une chose impraticable et contraire au Statut; elle est impraticable parce qu'il faudrait connaître ce que chacun possède et ce que chacun gagne. Or, comment découvrir les éléments divers qui constituent l'avoir de chacun, et les agents innombrables qui les font produire?

En prenant pour exemple les fonds de terre, comme l'un des éléments de la fortune les plus appréciables, comment en seront-ils le signe, si l'on considère d'une part que leur produit dépend de la nature du sol, de son exposition, de l'industrie, de l'expérience du possesseur, et d'un concours de myriades de circonstances; que d'un autre côté les sinistres de tout genre, les intempéries, les traités de commerce qui établissent des concurrences ruineuses, le maraudage, les vols, les dévastations et mille autres accidents peuvent ré-

(1) *TARRAS, De la propriété.*

duire chaque année le possesseur d'une grande propriété à un très-modique revenu ? S'il est impossible d'apprécier avec justesse la fortune résultant de la possession de fonds de terre, l'appréciation de la fortune du capitaliste, du banquier, de l'industriel, du négociant, de l'entrepreneur ne présente pas moins de difficultés insurmontables. Ira-t-on fouiller le domicile du père de famille, lui demander compte de ses titres, de ses rentes ? Demandra-t-on au banquier l'exhibition de ses livres pour juger de l'importance de ses opérations et de ce qu'il gagne ; à l'industriel les secrets de son art ; au négociant le secret de ses marchés ; à l'entrepreneur le secret de ses gains ? Non, messieurs, cela est impraticable.

Ainsi, on est forcé de convenir que toute investigation pour apprécier la fortune de chacun dans les diverses conditions, n'aboutirait qu'à une odieuse inquisition sans résultat saisissable qui puisse constituer la matière d'un impôt proportionnel.

L'impôt ne peut donc frapper que des objets saisissables, tels que les fonds de terre, les bâtiments, les différentes professions qui sont aussi la matière des contributions directes, comme l'impôt personnel qui est l'objet de la loi que nous discutons ; par cette énumération je n'entends point, messieurs, soustraire à l'impôt toutes les autres choses qui peuvent être légitimement frappées. J'estime donc, messieurs, que le projet qui élève la taxe progressivement à raison de l'élévation des loyers est injuste, et qu'un impôt sur la fortune est impraticable.

Je puis invoquer à l'appui de mon opinion celle de l'écrivain célèbre que j'ai cité tout à l'heure. Voici ses paroles :

« L'impôt sur la fortune est une pure chimère, car on ne peut connaître d'une manière parfaitement exacte le revenu que chacun tire ou de ses biens ou de son travail ; cet impôt est un pur idéal impossible à réaliser. Les Anglais l'ont essayé, mais ils sont si assurés de se tromper qu'ils s'efforcent de le corriger en le rendant plus modique. »

Après avoir établi que l'impôt sur la fortune est impossible, deux mots suffiront pour faire voir qu'il est inconstitutionnel.

L'article 24 du Statut oblige tous les citoyens à concourir en proportion de leurs avoirs, *dei loro averi*, aux charges de l'Etat.

Or, les expressions : *concourir en proportion*, expliquent d'après les idées qu'elles renferment, le mode d'action auquel est soumise la matière imposable. Ce mode consiste à atteindre avec une taxe, avec une mesure uniforme, chaque portion de la matière imposée. Ainsi, par exemple, des vignes de même qualité sont frappées, dans une commune, d'une taxe de 5 francs par hectare ; chaque propriétaire doit payer autant de fois 5 francs qu'il possède d'hectares. Celui qui en possède un plus grand nombre versera au trésor une somme plus considérable, sans, pour cela, payer une taxe plus forte que celui qui versera une somme moindre, et sa contribution sera proportionnelle.

Telle est, messieurs, la seule manière de comprendre et d'appliquer l'impôt proportionnel ; mais, si, dans l'exemple proposé, une loi faisait payer une taxe quadruple ou triple par hectare à celui qui en posséderait 4 ou un plus grand nombre, une taxe triple ou double par hectare à celui qui en posséderait trois, une taxe double à celui qui en posséderait deux, et la simple taxe de cinq francs à celui qui n'en posséderait qu'une, alors l'impôt cesserait d'être proportionnel pour devenir progressif ou graduel. Tel est le système, messieurs, qu'a suivi le projet et qui a été adopté

par la Commission en vous proposant une simple augmentation de la taxe qui s'élève de 6 pour 100 à 27 pour 100 suivant la valeur du loyer.

Si l'inégalité de l'impôt sur un fonds de terre présente une grave injustice et une violation du Statut, l'inégalité de la taxe sur les valeurs locatives de l'habitation impliquent les mêmes vices.

Que la taxe soit graduelle et non progressive, il n'est pas moins vrai que les valeurs locatives, objet unique de l'impôt, ne sont pas soumises à une taxe uniforme, seul moyen avoué par la justice et par le Statut pour rendre l'impôt proportionnel.

Votre Commission, pour justifier l'élévation de la taxe à raison du loyer, a donné pour motif que l'on doit considérer la valeur locative comme une indication du revenu, mais non comme la mesure de ce revenu ; que dès lors la taxe proposée qui ne s'élève pas avec le revenu présumé, n'est pas contraire au Statut.

J'ai déjà démontré qu'un impôt sur le revenu était impraticable, parce que la preuve en était impossible ; or, ce qui n'est pas susceptible de preuve, ne peut résulter d'un indice quelconque. Il importe peu que le revenu ne soit pas estimé ou mesuré par la valeur locative ; la taxe n'est pas moins inégale et ne s'élève pas moins avec le loyer pour frapper une partie du revenu.

Du reste, messieurs, on peut encore dire que la valeur locative de l'habitation ne sera jamais une indication quelque peu certaine de l'aisance ou du revenu ; car il est à considérer que certaines bienséances attachées à la position sociale des personnes les obligent à prendre des habitations qui ne sont point en rapport avec leurs revenus ; que d'un autre côté, la vanité de montrer plus de fortune qu'on n'en possède réellement, a souvent les mêmes résultats.

Mais d'autre part, on voit aussi l'esprit d'épargne porter certaines classes de personnes à s'imposer des privations pour accroître les biens déjà considérables qu'elles possèdent, et quelquefois ne les voit-on pas s'entourer de tous les dehors de l'indigence pour ne pas laisser paraître leur fortune ?

Les chroniques du siècle en fournissent des milliers d'exemples.

Ainsi, messieurs, rien n'est plus incertain que l'indice tiré de la valeur des loyers ; on ne peut y ajouter foi sans s'exposer à de graves méprises ; cet indice ne peut donc justifier l'inégalité de la taxe approuvée par votre Commission ; que cette taxe soit graduelle ou qu'elle soit progressive, c'est une même chose ; l'une et l'autre sont repoussées par le Statut, parce qu'elles ne sont pas uniformes sur un objet de même nature, ce qui revient à dire qu'elles ne sont pas proportionnelles.

L'honorable et savant rapporteur de la Commission, dans l'exposé historique qu'il nous a présenté de la législation sur l'impôt mobilier, en a montré l'origine dans la loi française du 13 février 1791, loi, qui pour faire payer au contribuable le 20^e de son revenu, avait pris pour base de son évaluation les valeurs locatives, en admettant une taxe progressivement croissante de deux fois jusqu'à douze fois la valeur du loyer.

Il nous a démontré l'énormité des taxes progressives, il en a fait ressortir toute l'injustice ; cependant on ne saurait ne pas voir dans la graduation des taxes formulées au rapport, le principe dominant de la loi de 1791.

Il est à regretter, messieurs, que l'honorable Commission ne se soit pas inspirée des législations d'un temps meilleur. Déjà dès l'an 7^e les taxes progressives sur les valeurs loca-

tives avaient été abolies en France et remplacées par un impôt personnel et mobilier basé sur la seule valeur locative de l'habitation; cet impôt, déterminé à l'avance par la loi, était réparti entre les départements, d'abord, et la part de l'impôt mise à leur charge était répartie entre les arrondissements, et, enfin, la part des arrondissements était répartie entre les communes, et chaque commune faisait la répartition de son contingent entre les contribuables.

Pour justifier la préférence à donner à ce système il me suffira de dire qu'après avoir subi, en France, l'épreuve de plus d'un demi-siècle, il fut converti, par la loi du 20 avril 1831, en impôt de quotité; c'est-à-dire que les agents du fisc s'adressaient directement au contribuable, pour le paiement de sa cote. Mais l'expérience de cette loi, pendant une année, ne fut pas heureuse: l'on ne trouva rien de mieux, dans l'intérêt du trésor, que de revenir au système de répartition, et il fut rétabli par la loi du 22 avril 1832.

Cet impôt, messieurs, n'a subi, dès lors, en France, aucune contradiction. . . Je me trompe: j'oubliais, messieurs, les jours de la révolution de février 1848. A cette époque, en effet, on tenta de faire revaloir le système de l'impôt progressif; mais, dans le même temps, deux écrivains célèbres, le publiciste déjà cité et le savant Troplong, se hâtèrent de prendre la défense de la société menacée, en repoussant, par les arguments les plus invincibles, un système d'impôt qui ne tendait à rien moins qu'à sanctionner les doctrines du communisme, et aujourd'hui le système de répartition proportionnel est le seul admis en France pour les impôts indirects.

Du reste, messieurs, le système de répartition pour la taxe personnelle a été conservé par l'édit du 14 décembre 1818; il n'a présenté, dans son application, aucun inconvénient.

Ce mode, messieurs, offrirait le grand avantage d'assurer au trésor une somme déterminée à l'abri de toute éventualité et de tout mécompte; nos finances y trouveraient un prompt secours; on éviterait les lenteurs, les difficultés qu'entraîneraient de nouvelles expertises des habitations; enfin on ne serait plus obligé d'accroître énormément le nombre des employés, qui absorberaient une grande portion de l'impôt au détriment des contribuables.

Je fais, en conséquence, des vœux pour que le système de répartition admis en France soit adopté par notre législation financière pour le recouvrement de l'impôt mobilier.

Je ne dirai que peu de mots, messieurs, sur les trois autres éléments de l'impôt: ce sont les personnes de service, les chevaux et les voitures.

Sur les personnes de service je partage pleinement l'opinion de la Commission. Aux considérations présentées par l'honorable rapporteur j'ajouterai cependant que l'impôt sur les personnes de service me paraît contraire à la dignité de notre propre nature, en ce qu'il assimile le service de l'homme à celui d'un animal.

Le Statut en déclarant tous les hommes égaux devant la loi civile, comme ils le sont devant la loi de Dieu, a élevé l'homme de service à la dignité de citoyen. Depuis l'abolition de l'esclavage par le christianisme, un impôt sur l'homme considéré comme matière imposable est un crime de lèse-humanité.

Quant à l'impôt sur les chevaux, je ne vois aucun inconvénient de l'adopter. C'est une propriété qui fait partie des avoirs; elle est par conséquent imposable.

Cependant, pour éviter toute difficulté, on pourrait limiter cet impôt sur les chevaux tenus dans les villes excédant 6000 habitants, en considérant comme destinés à l'agricul-

ture les chevaux possédés dans les villes d'une moindre population, et que l'on doit regarder comme des communes agricoles; il n'y aurait d'exceptés, dans les autres villes, que les chevaux exclusivement destinés à l'usage d'une industrie quelconque.

Quant aux voitures, je ne verrai pas davantage d'inconvénient à les soumettre à un impôt dans les villes excédant 6000 habitants. Je ne parlerai pas de la taxe, aussi injuste que ridicule, sur les armoiries; ces signes, ces emblèmes constituent une distinction accordée au mérite ou à de grands services rendus à l'Etat. Ce serait flétrir une distinction honorable; ce serait, en quelque sorte, *deshonorer l'honneur* que d'en soumettre l'usage à une rétribution.

Je termine, messieurs.

En prenant la parole dans cette discussion générale, mon unique but a été de faire ressortir les principes dangereux que renferme le projet de loi qui nous a été présenté.

J'ai établi que la taxe sur les célibataires était déstituée de toute raison plausible; que cet impôt, en affectant une condition que chaque individu a le droit de choisir, emporte une espèce d'atteinte à la liberté.

Dans l'exemption de la taxe à l'égard de quelques habitations, j'ai signalé un privilège qui implique les plus funestes conséquences et la violation du Statut, qui appelle tous les régnicoles à concourir aux charges de l'Etat.

A l'égard de la graduation des taxes, j'ai démontré que ce mode de déterminer l'impôt que le contribuable doit payer tendait à introduire une répartition inégale des charges de l'Etat.

Telles sont, messieurs, les graves considérations que j'ai l'honneur de vous soumettre, et qui me déterminent à conclure au rejet de la loi proposée.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Di Castagnetto.

DI CASTAGNETTO. I lumi profondi con cui dalla vostra Commissione fu esaminata la presente legge; la luminosa relazione del dotto nostro collega, il quale espresse tanto degnamente i sensi della Commissione; i riflessi or ora spiegati dall'oratore che mi precedette ben poco mi lasciano a spigolare in questo sebbene vastissimo campo. Adunque procurerò di essere brevissimo e di limitarmi a poche parole in ordine al progetto ministeriale, ed a poche parole ancora in ordine agli emendamenti proposti dalla Commissione.

Alla lettura del progetto ministeriale confesso che io fui compreso da un sentimento di tristezza, non per il quanto si deve pagare, ma pel modo, ma per i principii che in esso mi parve di vedere consecrati, o, dirò meglio, da esso vulnerati.

Non la sola materiale pecunia, o signori, dà la vita alle nazioni, ma dall'eccellenza, dall'armonia, dall'omogeneità delle loro istituzioni desse traggono grandezza e potenza. Basta leggere la storia dei popoli per convincersi che quando le loro istituzioni furono analoghe all'essenza dei loro principii governativi, desse furono gloriose e forti; quando le loro istituzioni incominciarono a discostarsene, da quell'epoca data la loro decadenza. Esempio di queste istituzioni bene ordinate noi abbiamo nella piccola e florida monarchia Sabauda; esempio noi lo abbiamo nella potente e colossale Inghilterra. Gettando uno sguardo al nostro passato, niuno di voi ignora con quanto maestrevole artificio fosse coordinato il meccanismo nostro governativo, sicché l'autorità tutta essendo concentrata nella persona del principe, fosse tuttavia meravigliosamente temperata dal voto e dal consiglio dei magistrati chiamati non tanto a giudicare, quanto ad amministrare. Testimonio di questa prosperità sono l'indipendenza nazionale

conservata, le guerre valorosamente sostenute, i confini ampliati, l'erario ben fornito, i monumenti lasciati alle future generazioni. Ma i progressi che scossero l'Europa ed il mondo tutto fecero nascere per gli uomini altri bisogni, aprirono un'era novella ai governanti ed ai governati. Il re Carlo Alberto giudicò il suo popolo maturo alle istituzioni liberali, ed io mi fermerò in quegli articoli dello Statuto i quali fanno al caso nella presente questione. Il rimprovero che io muovo al presente progetto di legge si è di contrastare non solo collo spirito, ma anche colla lettera degli articoli 2, 24, 25 e 29. L'articolo 2 dichiara che lo Stato è retto da un Governo monarchico rappresentativo.

E pur troppo io debbo dire che la legge io la trovo in uno spirito assolutamente avverso allo spirito di un Governo monarchico, io la trovo tutt'intera informata dai principi democratici.

Ora l'alleanza della monarchia colla democrazia io la credo impossibile, io le credo assolutamente inconciliabili nei loro principii. Vedo all'articolo 24 stabilito che: « tutti i regnicoli, qualunque sia il loro titolo o grado, sono eguali dinanzi alla legge »; questa eguaglianza io la intendo non eguaglianza assoluta, ma sibbene eguaglianza relativa, giacchè se si volesse un'eguaglianza assoluta sarebbe un distruggere il fondamento della società, sarebbe un volersi opporre agli ordini della Provvidenza, la quale con varia misura dispensa i doni, i talenti, e la forza agli individui che compongono la società.

Eppure la legge getta il germe di questa eguaglianza assoluta, giacchè il voler aggravare il ricco in diversa proporzione del meno agiato tende a sconvolgere il senso di quest'articolo come del 25° che stabilisce le tasse in proporzione degli averi di questi, e del 29° che dichiara inviolabile la proprietà mentre la progressività la distingue.

Se l'aristocrazia è un elemento essenziale del regime monarchico, l'esempio che si vuole dedurre dall'Inghilterra, per autorizzare queste tasse, io credo che sia anzi opposto alle conseguenze che se ne vorrebbero dedurre.

Due principii informano il sistema finanziario della Gran Bretagna, il politico ed il commerciale; il primo rappresentato dall'aristocrazia, il secondo rappresentato dall'industria.

Dalla protezione accordata agli uni ed agli altri è sorto il sistema delle imposte, principalmente sulla consumazione.

L'aristocrazia, come dissi, è l'elemento il più potente di quel Governo, il più difficile, ed il più conseguente di tutti i Governi d'Europa; e l'esempio dell'Inghilterra dovrebbe di preferenza condurci a proteggere la proprietà, invece di volerla gravare di sempre nuove imposte.

Questa conseguenza mi avrebbe portato a ricusare il voto al progetto di legge; se non che la relazione della Commissione ha posta la questione sopra un altro terreno.

L'onorevole relatore della medesima con quell'ingegno che lo distingue, si è forzato di provare che la tassa di cui si ragiona non è una tassa progressiva, ma veste il carattere di proporzionale. Distruggendo tre delle basi contenute nel progetto, la Commissione lo ha riformato in bene, ed è venuta a stabilire la nuova tabella che abbiamo sott'occhio.

Se non che mentre l'onorevole relatore parte dal principio che la tassa attuale possa dirsi proporzionale, in quanto che essa colpisce tutti i proventi di chi è imposto, io faccio un'altra difficoltà, osservo cioè che porto il caso di un individuo il quale posseda solamente beni stabili, non abbia alcun'altra sorta di rendita, nasce la questione se si possa questo patrimonio in rispetto del fitto tassare giustamente su d'una base progressiva. Certamente lo Statuto non lascia alcun dubbio a tale riguardo, epperò nella proposta della Commissione io

vedo una vera idea dell'imposta sul reddito, alla quale non potrei nemmeno così facilmente aderire.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Alberto della Marmora.

LA MARMORA ALBERTO. Signori, in un momento come questo in cui sento ancora suonare all'orecchio fulminazioni contro la violazione del domicilio, e predicare la crociata contro lo straniero, mi pare di sognare nell'udire certe proposte che fanno a pugni con queste liberali e patriottiche declamazioni.

L'apparizione nelle domestiche pareti di un agente del fisco, straniero alla famiglia, se non può veramente dirsi una violazione di domicilio, costituisce, a parer mio, l'introduzione forzata di un ospite incomodo (*Harità*), equivalente in altra scala ad un'occupazione straniera: occupazione questa tanto meno tollerabile che le visite si possono ripetere giornalmente ed in ogni ora del giorno; così che altro non è che una vera dominazione forestiera permanente: abbiamo già talvolta tanta pena per liberarci dai sorci che infestano le nostre dispense ed i nostri granai (*Rumori*) e con apposita legge ne aumenteremo ancora la famiglia?

PRESIDENTE. Io pregherei l'oratore di voler prendere le sue similitudini da esempi più nobili.

LA MARMORA ALBERTO. Termino subito. Alcuni anni fa avevamo i sorci di cantina (*rats de cave*), ed ora con questa legge, oltre quelli dei granai e delle dispense avremo il sorcio di stalla, il sorcio di rimessa, il sorcio di guardaroba, il sorcio del bucato, e della stiratura, tutte specie nuove che se mai avessero vita, prendo sin d'ora l'impegno, come naturalista, di descriverle, e di classificarle con frasi *linneane*.

Signori, la creazione di questa nuova aggiunta al genere dei *rosicanti domestici* io la respingo di tutte le mie forze, perchè diventa fiscale e vessatoria, ed è contraria ai principii della libertà individuale, e dell'invulnerabilità del domicilio.

Un'altra inconseguenza degli introduttori delle leggi suntuarie fra di noi è quella di portare la rovina e la miseria in quella classe di cui vogliono in certo modo farsi credere i soli protettori. Io non posso mettere in dubbio che il primo effetto dell'imposta sulle vetture, sugli stemmi e sul numero e qualità dei servi applicata in Piemonte (che non è l'Inghilterra, checchè se ne possa dire), il suo primo effetto, dico, sarà senza fallo di mettere nella strada, ed in condizioni peggiori un gran numero di operai e di servi appartenenti precisamente a quella categoria che vive da ciò che si dice *lusso*, il quale lusso insomma altro non è, per molti facoltosi, che la distribuzione del loro superfluo in modo onorevole, onorevole per chi dà e per chi riceve.

Non abuserò, signori, della vostra sofferenza entrando in quistioni state toccate dalla mano maestra del sapiente relatore della vostra Commissione, al quale mi associo in ogni punto; ma se egli già vi trattene dell'inconvenienza di tassare il celibe che non può darsi il lusso di una moglie, non posso tralasciare di esprimere una parola in favore di quelle celibi che dopo di avere per più lustri vanamente sospirato uno sposo, sarebbero condannate ad una tassa che aggiungerebbe l'odio e lo scherno alla loro mala fortuna.

Il pubblico, signori, può talvolta pazientemente e con rassegnazione assoggettarsi ad una legge di necessità più o meno ingiusta, più o meno vessatoria; ma nessuna forza umana potrà sostenere una legge ridicola.

CIBRARIO, ministro delle finanze. Nell'assumere la difesa del progetto di legge che è sottoposto alle vostre deliberazioni, io provo più che mai, o signori, il bisogno di ricorrere alla vostra indulgenza, perchè due cagioni mi rendono meno

confidente: l'una è il vedermi innanzi oppositrice quella stessa Commissione di finanze a cui poco fa io avea l'onore di appartenere, il cui consiglio mi reggeva, i cui lumi mi rischiavano, nel seno della quale mi glorio di contare un buon numero d'amici; l'altra cagione che mi rende sospeso sta nella potente parola, e nello stile efficace dell'onorevole relatore della Commissione, il quale temo abbia con ciò pregiudicato non poco l'opinione del Senato, avendo aggiunto a queste sue ordinarie qualità una cert'arte strategica per cui ha messo nell'aspetto più sfavorevole tutti i difetti di questa legge, ammassandoli insieme, sicchè alla lettura della relazione fanno veramente una brutta comparsa.

Ma io prendo conforto nella coscienza dei miei novelli doveri, e in quella benignità di cui il Senato mi ha dato segnalatissime prove, distinguendomi tante volte co' suoi suffragi ed aprendomi in tal guisa l'adito ai primi onori.

Risponderò prima alle obiezioni mosse dalla Commissione, e poi dirò qualche parola in risposta ai due primi oratori che hanno oppugnato il progetto di legge.

Tre generali obiezioni move alla legge l'onorevole relatore della Commissione. La prima è l'abbandono di una tassa sicura pagata da lungo tempo, di cui nessuno si chiamava seriamente offeso, cioè della tassa attuale personale e mobiliare; la seconda è il lamento che il progetto di legge faccia rivivere disposizioni condannate dall'esperienza e non sia che una copia del progetto belgico del 1849 non stato ancora discusso. La terza finalmente è che non sieno per niun conto accettabili, come riprovate dai costumi e dalla scienza, le tasse suntuarie sui famigli, sui cavalli e sulle carrozze.

A queste censure generali vengono dietro censure particolari sopra varie disposizioni del progetto ministeriale di cui mi occuperò a suo luogo.

L'imposta personale e mobiliare, com'è stabilita dall'editto del 1818, io credo veramente che non meriti la tenerezza che pare professare per la medesima la Commissione; è un'imposta di capitazione che sarebbe, come dice benissimo il signor relatore, la massima delle ingiustizie, se fosse la sola o la principale, ma che diventa, a' suoi occhi, non solo tollerabile, ma giusta perchè tenue, e perchè non è la sola. A me parrebbe più logica conseguenza il dire che ciò ch'è grande ingiustizia su proporzioni grandi, è piccola ingiustizia su proporzioni piccole, tanto più quando, come nel caso concreto, poggia sopra fondamenti mobilissimi, ed è rimasta immobile dal 1818 a questa parte, malgrado tutte le mutazioni avvenute, fra le quali accennerò il cambiamento di strade, ch'è uno dei tanti, i quali hanno dovuto esercitare necessariamente molta influenza sulla grandissima sproporzione che già fin dal 1818 esisteva nelle quote cui erano imposti i vari contribuenti. Citerò un solo esempio.

La soppressione della strada della Bocchetta ha reso palese quest'inconveniente in modo cotanto evidente, che, quantunque in regola generale il Governo non si assuma l'obbligo di rimediare alle ingiuste ripartizioni che nascono da fatti ad esso non imputabili, ha dovuto tuttavia, per un riguardo di somma equità, venire in sussidio a molti comuni di quella provincia.

Dice il signor relatore che si tratta di pochi centesimi e che nessuno muove seri richiami. Concedo che ora dopo tanti anni di ripetute querele possano i popoli essersi acquietati; ma questa tacita rassegnazione non vuol dire che subiscano essi volentieri una ingiusta ripartizione, la quale non è più tollerabile. Non si tratta neppure di pochi centesimi, perchè in alcuni comuni i contribuenti sono tassati a 17 centesimi per la tassa sul personale, ed in altri nella stessa condizione

a 2, o 3 lire. Riguardo alla tassa mobiliare, v'hanno comuni in cui essa non supera i 16 centesimi per ogni 100 lire di fitto; ve ne hanno altri nei quali si paga il 32 per cento. Questa ingiustizia non parrà così lieve, se si pensa ch'essa è continuativa.

Osservò il signor relatore che questa tassa è mercede dovuta alla società in compenso della protezione accordata alle persone ed alle sostanze. Ma io osservo che questa condizione è il carattere generale dei tributi; non saprei trovare un tributo che non si paghi in compenso della protezione conceduta agli averi ed alle persone: è questa la base primiera, anzi unica d'ogni società, e qualunque tassa si paghi, sotto qualunque titolo, viene poi in definitiva a risultare ch'essa pagasi per la protezione che il Governo concede alle persone ed alle sostanze dei cittadini.

La seconda obiezione è, che il progetto faccia rivivere disposizioni condannate dall'esperienza, e non sia che una copia del progetto belgico del 1849, il quale non fu ancora assoggettato a discussione.

In materia d'imposte è difficile inventare qualche cosa di nuovo; onde concederò volentieri che questa legge si basi sulla legge olandese del 1822, cui s'intendeva poscia di modificare con un progetto di legge presentato dal Ministero del Belgio nell'anno 1849, e non ancora discusso.

Ma se questa legge ch'è in pieno vigore da più di 30 anni, fosse tanto iniqua come si vorrebbe pretendere, se desse luogo a tanti inconvenienti, mi pare difficile che un regno di quasi otto milioni di abitanti, com'era quello de' Paesi Bassi, e molto più il Belgio dopo che si è vendicato in libertà, l'avessero sopportata pazientemente sino a quest'ora.

L'imposta olandese che è ancora in vigore nel Belgio è molto più odiosa della nostra, perchè non solo impone i famigli ed i cavalli, ma anche i camini, le porte e le finestre; con tutto ciò non vi fu, che io sappia, una falange enorme d'impiegati, nè sistema organizzato di delazioni e di vessazioni, e la cosa procedette e procede quietamente. Quest'esempio mi pare che debba bastare a rinfancare coloro i quali da una legge molto più moderata, molto più discreta che non è quella dell'Olanda, e anche quella modificata nel Belgio, temono abbia ad originare gravissimi inconvenienti. Se la legge fosse stata incomportabile, non si sarebbe tollerata in un regno costituzionale.

Non credo che i Belgi sieno meno liberi di noi, nè meno insofferenti delle vessazioni, delle delazioni, delle visite domiciliari e dell'eccessivo numero degl'impiegati.

Non si può dunque concludere col signor relatore, che queste disposizioni sieno riprovate dall'esperienza, poichè anzi è l'esperienza che io invoco di due regni, uno dei quali ha molta analogia col nostro, la quale risponde favorevolmente ed in un senso molto diverso da ciò che vorrebbe l'onorevole relatore.

La terza obiezione è che non sia per niun conto accettabile, come riprovata dai costumi e dalla scienza, la tassa suntuaria sui famigli, sui cavalli e sulle carrozze. Quantunque l'onorevole relatore avvisi che queste tasse sieno veramente suntuarie, io mi permetterò di dubitarne alquanto. A me pare che fossero vere tasse suntuarie quelle che tendevano a frenare il lusso, quelle che stabilivano quali abiti dovesse vestire un mercante e quali un nobile, quali un cittadino e quali un dottore e un cavaliere; che lo fossero quelle che circoscrivevano ad una data somma la spesa dei mortori e delle nozze; ma io non credo che possano giustamente chiamarsi tasse suntuarie quelle che moderatamente impongono i segni esteriori della ricchezza. Se le tasse fossero eccessive si potrebbe

dire che indirettamente si verrebbe ad ottenere lo stesso scopo, cioè che sarebbero tasse proibitive; ma quando le tasse sono moderate come nella fattispecie, io non credo che si possa muovere giustamente alla legge siffatta censura, qualunque sia l'uso invalso tra gli scrittori.

Passa il signor relatore alla censura particolare, e fa il raffronto della nostra legge col progetto del Belgio. Osserva egli che nel Belgio la tassa sul valor locativo è del 5 per cento sul fitto locale, e che presso noi s'innalza dal 2 al 12 per cento; che i poveri per conseguenza pagano di più nel Belgio che non qui, ed i ricchi viceversa. Lo stesso si dica della mobilia, stimata nel Belgio al quintuplo, e presso noi invece, secondo i fitti, dal doppio al quintuplo. Osserva di nuovo e giustamente che la tariffa del Belgio è favorevole ai fitti elevati, e la nostra ai fitti mediocri ed infimi; ma soggiunge che pochi essendo presso di noi i fitti elevati, la nostra legge sarà meno profittevole. Quest'osservazione è sicuramente giusta.

Ma parmi che la sollecitudine che si mostra per le classi meno agiate non formi un titolo di rimprovero; nè le esenzioni che si concedono offendono menomamente lo Statuto; tanto più che il Senato e l'altra Camera hanno votato già parecchie leggi nelle quali queste esenzioni non sono state considerate come un'infrazione allo Statuto, malgrado che allora come adesso si fossero fatti dall'onorevole senatore Di Castagnetto, e non mi ricordo bene se anche dall'altro onorevole preopinante il senatore Picolet, gli stessi appunti.

Il Senato non ha creduto allora che queste obiezioni fossero menomamente fondate.

Un'altra grave obiezione muove l'onorevole senatore Giulio alla legge in discorso, quando, cioè, vorrebbe dimostrare la convenienza di togliere affatto le tre ultime basi della legge, che riguardano i famigli, i cavalli e le carrozze.

Egli dice che questi vari segni di agiatezza, i quali rappresentano una sola e medesima cosa, non si devono imporre più di una volta; che per quanto grande sia il numero di questi indizi, non si deve tassare una seconda, terza e quarta volta.

Io non posso assolutamente ammettere questo principio; ammetterò bensì che tutti i vari indizi colpiti dalla legge sono segni di una sola cosa, dell'agiatezza, o, per dire più giustamente, della ricchezza.

Ma domando lo se la ricchezza sia una cosa così limitata e circoscritta che non si possa estendere. Domando se quello il quale è tanto agiato da pagare un fitto di 2000 lire, sia per la stessa e identica ragione abbastanza agiato per avere due o tre famigli, per avere cavalli e carrozze.

Se ciò non è, come non può essere, allora gli indizi che si colpiscono sarebbero la misura dell'estensione di questa ricchezza; in conseguenza verrebbero bensì a colpire una sola e medesima cosa, ma ne' vari gradi della sua estensione.

La tassa riesce allora proporzionale ai vari gradi della ricchezza secondochè prescrive lo Statuto, secondochè vogliono i principii che regolano la materia dei tributi.

La tassa commerciale fu censurata giustamente perchè colpiva il reddito anzichè i suoi segni esteriori visibili; questa invece colpisce gli indizi certi della ricchezza, nè vedo come possa giustamente esser fatta segno a censura.

Non v'ha altro modo di colpire i capitali per così dire invisibili, i quali non si possono direttamente colpire; il solo mezzo di colpirli è di stare a que' segni esteriori che ne dimostrano l'esistenza e la misura.

Questa legge farà concorrere al pagamento dei carichi quella parte della ricca emigrazione la quale non possiede

terreni sul nostro territorio, o ne possiede in piccola quantità, e servirà di compenso ai sacrifici che ha fatti e fa costantemente lo Stato per l'emigrazione povera.

Il signor relatore propone di sopprimere la facoltà che si lascia ai contribuenti, di fare stimare la mobilia, perchè qui non si stima come nel Belgio al quintuplo senza differenza di fitto; ma comincia dal doppio e va proporzionalmente fino al quintuplo; osserva egli che questi valori presunti saranno poco lontani dal vero, per cui si eviteranno le frodi e l'intervento inquisitorio del fisco.

Soggiunge ancora che ha poca fiducia nelle stime. Risponde che il fondarsi sopra una presunzione quando si può ottenere il vero, mi pare cosa da non farsi. Qual paura di visite domiciliari potrà accogliersi quando colui che domanda la stima è lo stesso contribuente? Io credo che in tal caso tutto ciò che può avere di odioso la visita domiciliare, la stima delle suppellettili domestiche sparisce pel fatto stesso di chi la domanda.

D'altra parte per l'osservazione medesima fatta dall'onorevole signor relatore, delle giuste proporzioni a cui si sa ebbe stabilito il valore dei mobili in ragguaglio al fitto, rarissimi saranno i casi in cui si domanderà dal contribuente tale stima.

Non so poi perchè l'onorevole relatore dica potersi aver poca fiducia in queste stime; pare a me che loro si debba la stessa fiducia che si può avere per ogni altro genere di stima; onde se non si otterrà il vero valore si otterrà un'approssimazione lodevole del vero.

Osservazione più grave egli fa in ordine alla tassa sui celibi e sui vedovi senza prole, cui viene censurando come se fosse diretta ad eccitare l'aumento della popolazione. Il signor relatore non ignora che questa sopratassa non si è stabilita pel fine da lui accennato, ma perchè gli è evidente che un celibe non ha bisogno di tante camere di quante ne abbisogna una famiglia. Se alcuno, non ostante la sua qualità di celibataro, ne accusa un numero considerevole, egli mostra di essere agiato, ed è questo indizio di agiatezza che si colpisce.

Suppone egli il caso singolo di due o tre celibi conviventi; ma questa, o signori, sarebbe un'eccezione, e la legge non può prevedere i casi che di rado avvengono. Del rimanente è noto a tutti quanto i celibi amino di preferenza vivere appartati.

Prosegue il signor relatore muovendo censura all'articolo di legge che diminuisce la tassa in favore di coloro che convivono con figliuoli ed altri discendenti, e dice non essere ciò conforme ai principii economici e non accordarsi colla semplicità e facilità di esecuzione, che dovrebbe in ogni caso comprendere le nuore e i generi; e in quest'ultima parte io penso abbia ragione.

Domanda poi perchè non si sono concesse agevolzze maggiori per un numero maggiore di figliuoli. Il riguardo che si è usato deriva dalla considerazione che la maggior ampiezza di locale occupato causata da necessità di famiglia non prova una maggiore agiatezza. Il concetto della legge è logico; il riguardo umano non è contrario a nessun principio e non merita di essere accusato di tendenza retrograda. Il Senato per semplificare gli interessi fiscali non vorrà sacrificare gli interessi dei padri di numerosa prole mantenendo una presunzione d'agiatezza fondata sulla capacità del luogo, senza tenere altresì conto del fatto della numerosa famiglia, incontro al quale s'elide la presunzione.

Alla domanda perchè la legge si arresti nelle sue beneficenze, rispondo: perchè suppone che un alloggio di lire

2000 basti a qualunque più numerosa famiglia. Esagerando, secondo che mi pare, il signor relatore le difficoltà che s'incontrano nell'esecuzione della legge, suppone che non sarà osservata; a che pro, egli esclama, accrescere il numero già troppo grande delle leggi che cadono in desuetudine appena promulgate, e togliere così a tutto il carattere d'indclinabile necessità e sovrano imperio in cui sta la loro forza?

Io non conosco nessuna legge che non sia osservata e non accetto questo rimprovero al Ministero. Tutte le leggi votate dal Parlamento sono osservate, e il Governo mette cura che lo siano nel miglior modo possibile. Se vi sono infrazioni gli è perchè, dappoichè si sono fatte leggi, vi furono sempre infrattori alle medesime; ma ciò non dipende certo dal fatto del Governo, ed io non posso accettare *a priori* quanto si dice, cioè, che ove si faccia questa legge, non sarà e non potrà essere eseguita. Io nutro ferma credenza che sarà eseguita, e protesto che non sarà necessario per ciò l'aumentare momentaneamente la pianta degli impiegati, poichè egli è ben vero che il lavoro sarà assai più grave, ma non sarà impossibile, nè tale che necessiti aumento d'impiegati; sicchè ho l'onore di assicurare la Camera che basteranno gli attuali.

Vorrebbe l'onorevole relatore che fossero esenti dalla tassa le case di carità e di beneficenza non solo quando sono rette colle norme dell'editto del 1836, ma anche tutte le case che ne sono dispensate e che vengono solamente contemplate in quell'editto; rispondo: che il concetto del Ministero intendeva veramente a far sì che godessero tale esenzione quelle soltanto che erano rette colle norme segnate dalla legge del 1836.

In ordine alle esenzioni delle case private di educazione per la parte destinata all'abitazione dei convittori, io non ho difficoltà di accordarmi colla Commissione, come mi potrò anche di leggieri accordare con essa per ciò che riguarda le modificazioni che intenderebbe apportare all'articolo concernente l'esenzione degli ordini mendicanti e di quelli in particolare che si consacrano all'istruzione dei fanciulli ed al servizio degli ammalati. Finalmente mi accorderei pure con essa per emendare la cattiva definizione dell'assisa dei servi e quelle degli stemmi e degli operai domestici; ma non posso accordarmi sul fatto principale, vale a dire sulla convenienza di sopprimere le tre ultime basi d'imposta del progetto ministeriale.

Nota ancora l'onorevole senatore Giulio esservi una differenza grandissima di spese per i servi e per i cavalli in una grande città, in un piccolo villaggio, od in una casa isolata. Giustissima è l'osservazione; ma egli è difficile lo stabilire cotale differenza, e quando la si volesse stabilire si cadrebbe facilmente nell'arbitrario. Colui che abita in una casa isolata, se pagherà qualche cosa di più di quello che dovrebbe pagare per i servi o per i cavalli, pagherà di meno per la minore tassa sul valore locativo.

Soggiunge non essere giusto che si lassino i cavalli dei noleggiatori, perchè non è indizio di agiatezza, ma strumento di commercio.

Rispondo, che ove si escludano dalla tassa i cavalli dei noleggiatori, i ricchi sfuggiranno al pagamento della tassa medesima, essendo già generalmente invalso l'uso di tenere carrozza e di valersi poi di cavalli presi a nolo. Crede il senatore Giulio che essendo esenti dalla tassa le vetture pubbliche e di piazza e le carrozze d'affitto alla giornata, ne scenda la conseguenza che quelle affittate alla settimana od al mese ne siano parimenti esenti; ma ciò non è, ed io non saprei su quali principii poggi quell'argomento.

Dopo d'essere venuta via via censurando il progetto mini-

steriale, la Commissione ha proposto un suo nuovo progetto, il quale riunendo le due tasse sul valore locativo e sulla mobilia, eliminando le altre sue proposte nel progetto ministeriale, costituisce otto categorie in cui la tassa varia dal 6 al 27 per cento. Di più, onde evitare che due fitti eguali paghino tasse molto diverse, si stabilisce che si ragioni la tassa gradualmente, cioè che il diritto si computi gradualmente su ciascuna categoria, ed il fitto si scomponga in tante parti e paghi tante tasse diverse quante sono le categorie a cui può applicarsi, cosicchè un fitto, ad esempio di 3950 lire sarebbe soggetto a sei tasse diverse, vale a dire per le prime 500 lire pagherebbe il 6, per le seconde l'8, per le terze il 10 per cento, e così via via.

Il progetto ministeriale è più favorevole ai poveri che quello della Commissione, perchè il primo divide la tassa fra più elementi, sicchè riesce modica per ciascun elemento; il progetto della Commissione non riconosce invece che un solo elemento, il valore locativo, uno dei più indispensabili alla vita, ed invece di arrestarsi alle proporzioni crescenti dal 2 al 12 per cento sale sino al 27 con manifesto aggravio dei contribuenti. I famigli, i cavalli e le carrozze non si considerano come segni di ricchezza; tutto si vuole riassumere nel solo elemento del valore locativo.

Il pubblico sarà assai più malcontento di un'imposta sola tanto grave che di quella che si ripartisce in modiche tasse sopra vari indizi della ricchezza sociale, che non tutte concorrono in ciascun contribuente.

Nè tale aggravio del contribuente sarà un beneficio per l'erario. Un quadro che ho sotto gli occhi mi prova che il provento sarà almeno di 2/5 minore di ciò che getterebbe la legge proposta dal Ministero; se poi si pone mente che gli scapoli superano la metà della popolazione, si vedrà che il provento della legge quale è proposto dalla Commissione in confronto del progetto ministeriale, subirebbe ancora altre diminuzioni.

Il progetto ministeriale si aggrava sulle ricche pensioni; il senatorio le favorisce.

GIULIO, relatore. È il contrario.

ALFIERI. Se ha difetto, avrebbe quello di seguire il sistema opposto.

CIBRARIO, ministro delle finanze. Non credo sia vero.

GIULIO, relatore. Avrò l'onore di dimostrarlo colle cifre alla mano.

CIBRARIO, ministro delle finanze. Secondo il mio calcolo, che farò passare alla Commissione, ne verrebbe questa conseguenza, che il risultato sarebbe a un dipresso eguale quando si tratta di una pigione di 500 lire: la tassa sarebbe di lire 30 secondo il progetto della Commissione e di lire 33 secondo quello del Ministero. Chi pagasse 3000 lire dovrebbe, secondo il progetto ministeriale, pagare lire 590, e 345 secondo il progetto della Commissione. Chi ne paga 5000 dovrebbe, secondo il progetto ministeriale, pagare lire 1290, e giusta il progetto della Commissione lire 765. Chi ne paga 6000 dovrebbe pagarne, secondo il progetto ministeriale, 1730 e secondo il progetto della Commissione 1035, ben inteso che il mio calcolo tien conto anche degli altri elementi che, secondo il progetto ministeriale, sarebbero tassabili.

Ho parlato dei fitti i quali sono più soliti a pagarsi, benchè sieno già rarissimi nel nostro paese i fitti di lire 6000.

Può darsi che se si ascendesse a somme molto maggiori di 10, di 15 mila lire la cosa fosse diversa, ma che monta occuparsi di ciò che non accade?

In tutte le leggi d'imposta che si sono votate si è sempre sollevata la paura delle vessazioni; non è la prima volta che

io ne ho sentito parlare in questo recinto; con tutto ciò non vi ha esempio di richiamo per vessazione, e questo è un fatto che prova come all'esecuzione della legge presieda sempre qualche saviezza. Sicuramente questa legge ha dei difetti, ma tutte le leggi d'imposta che si sono votate nè hanno; ed io credo che passeranno ed anni e secoli prima che si trovi una legge d'imposta perfetta.

La questione è di vedere se in tanta strettezza delle finanze i difetti della legge sono tali che ne giustifichino il rinvio e la modificazione che equivale al rinvio; se autorizzano il Senato a privare l'erario di un mezzo di accrescere il proprio credito e di cominciare a colmare quel disavanzo del quale tutti dobbiamo preoccuparci seriamente.

Il Senato finora ha fatto prova di molto spirito di conciliazione, e ciò non fu certamente segno di soverchia condiscendenza, ma argomento sicuro d'alto senno politico, che ovvio a molte difficoltà ed a molti pericoli.

Io nutro lusinga che l'illustre assemblea vorrà continuare nello stesso sistema, e temperare il rigore del suo criterio legislativo co' riguardi dovuti alle condizioni dell'erario.

PRESIDENTE. La parola è al relatore della Commissione.

GRULLO, relatore. Signori senatori. Io non entrero a rispondere minutamente a ciascuna delle obiezioni mosse dagli onorevoli preopinanti contro le conclusioni della Commissione e contro le ragioni alle quali essa ha appoggiato le conclusioni medesime. Vi ha però un rimprovero fatto dal signor senatore Picolet e ripetuto dal signor senatore Di Castagnetto al quale mi è impossibile non arrestarmi alcuni istanti; quantunque mi fosse avviso di avervi preventivamente risposto con sufficiente lunghezza nella relazione che ho avuto l'onore di leggere al Senato.

I signori senatori Picolet e Castagnetto entrambi veggono nella progressione crescente dell'imposta che secondo il progetto di legge (tanto quello presentato dal Ministero, quanto quello emendato dalla Commissione) colpisce il valore locativo, una violazione dello Statuto. È vero che in entrambi i progetti se si fa la somma delle due imposte, l'una sul fitto, l'altra sulla mobilia, la quota dell'imposta che sui fitti minori non è che del 6 per cento, si va gradatamente innalzando fino ad essere del 17 per centesimo sui fitti che eccedono un certo limite, che è 6000 lire in Torino, e via via minore nelle terre meno abitate.

Questa progressione io non la potrei altrimenti giustificare che col ripetere quanto ho già avuto l'onore d'espone nella relazione. È progressiva un'imposta la quale al crescere delle sostanze del contribuente cresce in ragione maggiore delle sostanze medesime. Sarebbe chiaramente progressiva l'imposta, di cui faceva l'ipotesi il primo degli oratori preopinanti, immaginando un paese in cui la prima ettera di vino pagasse 5 lire, la seconda 10, la terza 15 e via discorrendo; poichè è chiaro che qui, al crescer delle sostanze dei contribuenti, si farebbe crescere in una progressione mostruosamente più rapida il montare dell'imposta. Ma qui la vigna è una vera materia imponibile; la vigna è una vera sorgente di rendita; l'estensione della vigna è veramente ed evidentemente proporzionale al provento che il proprietario ne ritrae, e deve per conseguenza evidentemente ancora essere proporzionale al montare dell'imposta.

Ma non vi ha assolutamente veruna analogia tra questo caso ipotetico e le disposizioni del progetto di legge. I fitti non sono un reddito; sono tutt'altro; sono uno dei mezzi per cui i redditi si ammassano. In nessun paese del mondo i fitti non sono rendite, e credo in nessun luogo lo siano meno

che nella capitale che abbiamo l'onore di abitare. Quindi la tassa non si pretende per nulla di assiderarla sul fitto come su materia imponibile; bensì si crede che il montare del fitto possa sino ad un certo segno, e con una tal quale approssimazione, essere giusto indizio dell'agiatezza di colui che lo paga. Dico giusto indizio, ma non indizio proporzionale dell'agiatezza medesima. E qui mi è forza far osservare nello stesso tempo ed all'onorevole senatore Picolet ed a tutti coloro che lo hanno seguito, che sarebbe vano il voler portare nelle faccende delle imposte un rigore matematico, assolutamente impossibile ad ottenersi. Il senatore Picolet osservò che difficile cosa è, per non dire impossibile, lo stabilire la progressione, secondo la quale deve presumersi che crescano le rendite di mano in mano che crescono i fitti, ed io di buon grado ammetto questa impossibilità; ma impossibilità del genere di quelle che incontransi ogni volta che si vuole stabilire un'imposta qualunque; che se si volesse che fosse rigorosamente, matematicamente dimostrato qual è il valore sul quale l'imposta ricadrà, e quale per conseguenza deve essere la quota di essa, non si avrebbe mai modo di stabilire imposta veruna. E ciò è tanto vero che il signor senatore medesimo ha mossa opposizione anche ai catasti, i quali sono pure di tutti i mezzi d'imposta quelli che danno la maggior certezza morale di non essersi troppo dilungati dalla vera stima, dal vero valore della materia sulla quale l'imposta deve cadere.

Io ripeto adunque che come l'Assemblea costituente nell'anno 1791 riputava che il valore del fitto fosse indizio, ma indizio non proporzionale del montare della rendita, così lo crede anche oggi la Commissione, epperò essa vi propone di ammettere una quota d'imposta crescente in ragione maggiore non già dell'agiatezza di chi paga, ma del valore del fitto che egli paga. La Commissione non crede avervi proposta con ciò veruna enormità, la Commissione non crede per nulla aver contravvenuto al solemne precetto dell'articolo 25 dello Statuto.

Ma s'egli è vero che il fitto debba prendersi non come materia imponibile, ma come indizio della materia imponibile, egli è poi vero eziandio che dopo avere stabilita una imposta progressiva sui fitti, non bisogna andare a cercare altri indizi di agiatezza; e questa è la ragione per cui mi sono permesso di criticare l'imitazione che ci venne presentata dalla legge olandese e del progetto di legge belgico del 1849.

Io non ho punto fatto rimprovero al progetto che ci si presenta di essere un'imitazione troppo servile della legge belgica, anzi ho fatto il rimprovero di esserne una incompiuta e falsa imitazione.

Se ci fosse stato presentato il progetto belgico del 1849, la Commissione avrebbe trovato sicuramente molti rimproveri da fare a questo progetto e sarebbe stata lontana dal proporne l'adozione pura e semplice. Questo progetto infatti ha anch'esso molti e gravi difetti, molti e gravi a segno che le assemblee legislative del Belgio non l'hanno creduto abbastanza degno della loro attenzione per farne oggetto di deliberazione, e ciò a fronte di una legge esistente, la quale, malgrado gli elogi che è piaciuto all'onorevole ministro delle finanze di farne, non posso a meno di ripetere essere sommamente grave e vessatoria. Una legge che tassa le porte, le finestre ed i camini, che dà luogo a continue visite domiciliari, è tanto vessatoria che su queste vessazioni appunto si appoggiava il ministro belga per giustificare la presentazione del progetto del 1849.

Se dunque il ministro ci avesse proposto di dare la nostra

sanzione al progetto belgico del 1849, la Commissione vi si sarebbe opposta, perchè non avrebbe voluto naturalizzare tra noi quella peste delle visite domiciliari di cui i Belgi si vorrebbero ora, se potessero, liberare. Al progetto quale è stato presentato, la Commissione si oppone, perchè nell'importarlo tra noi si sono ritenute le tasse che cadono sugli indizi di lusso, sui cavalli, sulle carrozze, sui servi; ma nello stesso tempo la tassa sull'abitazione, la quale la è proporzionale, si è resa progressiva.

Io ho presentato, nella relazione, in nome della Commissione il confronto tra gli effetti del progetto belgico del 1849, e gli effetti che produrrebbe il progetto che vi è sottoposto: sommando insieme le due imposte, l'imposta sul valore locativo e l'imposta mobiliare, segue da questo confronto che mentre le due imposte nel Belgio sommano uniformemente al 12 1/2 per 100 per tutti i fitti piccoli o grandi, tra noi queste due imposte che pei fitti minori non fanno che il 6 per 100 salgono sino al 17 per 100 per i fitti maggiori. Che cosa vuol dir ciò? Vuol dire che il legislatore belga proponendosi di colpire la ricchezza non solo negli indizi tratti dai fitti e dal valore mobiliare, ma eziandio negli altri tre indizi, dei domestici, dei cavalli e dei cocchi, ha mantenuta la prima tassa uniforme per tutti i fitti, moderata per conseguenza non meno pei fitti elevati che pei fitti più tenui ed ha poi aggravato la mano sopra i tre altri indizi di agiatezza.

Ma nel progetto di legge che è in discussione non si ebbe tanta moderazione. Si cominciò con lo stabilire che i fitti sono indizio di ricchezza; ma che la ricchezza cresce più rapidamente che il fitto, e ciò la Commissione ammette.

Si stabilisce quindi una tassa progressiva sui fitti, e questa può essere ammessa senza ingiustizia; ma dopo che a questo modo si sono colpite le agiatezze maggiori, probabilmente nella giusta proporzione, si viene ancora a proporvi l'esempio dell'Olanda e del Belgio, dicendo che là sono tassati famiglie, carrozze e cavalli, e che pure nessuno non se ne lagna. Lo credo bene, se tra servi, cavalli, domestici e fitti non si arriva a pagare colà ciò che qui si pagherebbe sui fitti solamente!

Voi vedete dunque, o signori, che la Commissione non ha già criticato la troppo fedele imitazione del progetto belgico, ha criticato l'imitazione incompiuta, ha criticato l'imitazione erronea in quanto si è omessa una parte della legge, si è accettata l'altra, e quest'altra poi si è ancora modificata così profondamente da non parer più quella. E dico a bella posta che si è omessa una parte della legge; in fatti si è tralasciata tutta la parte che si riferisce all'imposta delle porte e finestre.

Io spero che il signor ministro non dirà che il relatore sia tenero dell'imposta di porte e finestre come egli ha detto che è tenero dell'imposta personale e mobiliare, dal quale rimprovero spero di potermi presto lavare.

Certamente io non mi dolgo che non si importi nel paese la tassa delle porte e finestre. Conosco tutti gl'inconvenienti ai quali questa tassa va soggetta, tutte le lagnanze, in gran parte giuste, che essa ha eccitate; ma il fatto sta che la tassa di porte e finestre esiste nel progetto belgico del 1849.

Ora, qual è l'effetto della tassa di porte e finestre? Evidentemente di cadere sui piccoli fitti in ragione più forte che sui grandi. Gli è evidente infatti che il numero delle finestre cresce meno rapidamente che il valore del fitto. Un pover uomo ha una camera sola, avrà due finestre, e pagherà 100 lire di fitto, ogni finestra rappresenterà 50 lire di fitto. Un gran signore che paghi 10,000 lire di fitto non avrà sicuramente 200 finestre nel suo appartamento; è dunque evidente

che l'aver omesso (e non biasimo quest'omissione), è evidente, dico, che l'aver omesso nella legge la tassa di porte e finestre aggrava i fitti ricchi, alleggerisce i fitti modici, alleggerisce sommanente i fitti infimi. Questa è una ragione di più per non aggiungere novelle tasse sui fitti più elevati, poichè già nel trasportare qui la legge li abbiamo proporzionalmente aggravati molto più dei fitti tenui ed infimi. E qui mi cade in acconcio di far notare che il signor ministro di finanze non ha probabilmente bene inteso (e ciò certamente per colpa del relatore che non ha saputo esprimersi chiaramente), non ha probabilmente, dico, bene inteso il sistema scalare che la Commissione proponeva di sostituire a quello del Ministero per computare le quote crescenti sui fitti.

Il signor ministro ha creduto che effetto di questa scala proposta dalla Commissione fosse di attenuare l'imposta sui fitti maggiori, di renderla più grave sui modici.

Ora io debbo dire che l'effetto è precisamente il contrario.

Il progetto del Ministero ha il grave inconveniente di procedere per salti nel passare i contribuenti da una categoria all'altra.

Ho avuto l'onore di far notare nella relazione che due contribuenti, i quali paghino il fitto l'uno di 2000 lire, l'altro di lire 2001, secondo il sistema del progetto di legge, verrebbero tassati l'uno a 180 lire, l'altro a lire 220: cosicchè una lira di differenza nel fitto ne produrrebbe 40 di differenza sulla tassa; e qui si noti che ho detto una lira di differenza, ma che avrei potuto dire un centesimo, avrei potuto dire che tra il fitto di 2000 lire e quello di 2000 lire ed un centesimo la differenza della tassa sarebbe di 40 lire.

Certamente non si fanno contratti nei quali il fitto sia di lire 2000 e un centesimo; per conseguenza quest'ultima osservazione non ha importanza; tuttavia se non v'ha dei fitti di lire 2000 01, vi sono benissimo dei fitti di lire 2005, 2010, 2015.

E qui vi sarebbe questa flagrante ingiustizia di un aumento così esorbitante di tassa per un così piccolo aumento sul fitto.

Per evitare questo, che parve alla Commissione inconveniente di qualche gravità, ecco ciò che essa ha proposto:

Ciascun fitto si divida in parti le quali cadano ciascuna in una delle otto classi stabilite dalla legge.

Nel fitto di 3950 lire, che ho citato per esempio, distinguo le prime 500 lire che cadono nella prima classe, le seconde 500 lire che cadono nella seconda classe, le terze e quarte 500 lire che cadono nella terza e quarta classe, poi le seguenti lire 1000 che cadono nella quinta, ma finalmente le 950 lire che cadono nella sesta classe. La parte del fitto che cade nella prima classe paghi uniformemente per tutti il 6 per cento, la seconda parte che cade nella seconda classe paghi per tutti indistintamente l'8 per cento, poi il 10 per cento, poi il 13, e così progressivamente fino al 27 per cento per ogni somma che eccede il limite inferiore dell'ottava classe. E qui mi cade in acconcio di far osservare l'errore in cui è caduto il computista che ha somministrato al signor ministro il confronto degli effetti del progetto ministeriale col progetto della Commissione; infatti, facendo il computo a dovere, ecco come procede questo confronto.

Per 500 lire di fitto si pagherebbero 30 lire nel progetto ministeriale, 30 lire si pagherebbero nel progetto della Commissione; per 1000 lire 70 lire nei due progetti, per lire 1500, 137 lire nel progetto ministeriale, 120 lire nel progetto della Commissione; per lire 2000, 200 lire nel progetto ministeriale, 185 lire in quello della Commissione; per lire 3000,

lire 360 secondo il progetto del Ministero, lire 345 secondo quello della Commissione.

Voi vedete dunque, o signori, che per tutti i fitti inferiori a lire 3000 la Commissione fa pagare sempre una somma o uguale o minore di quella che sarebbe dovuta secondo il progetto ministeriale.

Ma se ora passiamo ai fitti più elevati, se andiamo al di là delle 3000 lire, per lire 4000, secondo il progetto ministeriale si pagano lire 520, secondo il progetto della Commissione lire 535; per lire 5000, secondo il Ministero lire 750, secondo la Commissione lire 765; per 6000 lire, 1020 lire secondo il progetto del Ministero e lire 1035 secondo quello della Commissione. Fin qui le differenze non sono che di 15 lire; ma se oltrepassiamo il limite di 6000 lire, vedrete quanto sia vero che la Commissione abbia favorito i ricchi a danno dei poveri: per 7000 lire, secondo il Ministero si pagherebbero 1190 lire, secondo la Commissione 1305; per 8000 lire di fitto il Ministero dice lire 1360, e la Commissione 1575; per 9000 lire quello 1530 e questa 1845; per 10,000 lire, il primo 1700 lire, la seconda 2115. Quanto più salgono i fitti, tanto più il progetto della Commissione aggraverà la tassa.

E la cosa è evidente. Secondo il progetto ministeriale, la massima tassa è del 17 per ogni centinaio; ma secondo quello della Commissione, ogni fitto che eccede le 6000 lire, per la parte di esso che sarà oltre a questo limite la tassa arriverà fino al 27 per cento. Quindi la progressione sarà veramente più rapida, e tanto rapida che ne è nato nel cuore di alcuno dei membri della Commissione un gravissimo scrupolo, scrupolo del quale egli si libererà proponendo, quando la discussione ci avrà condotto a quest'articolo, una modificazione alle basi che la Commissione aveva proposte.

Ho avuto l'onore di far vedere nella relazione che, anche senza salire a fitti altissimi, che arrestandoci anche ad un fitto di 6000 lire, se alla tassa locativa e mobiliare sommiamo la tassa che, malgrado il signor ministro, io sono obbligato di continuare a chiamare suntuaria, se, dico, alla tassa locativa aggiungiamo la tassa suntuaria, troveremo quanto più gravemente sia colpito il ricco dal progetto di legge nostrale che non lo sia dal progetto di legge belga.

Ho detto che, malgrado le osservazioni del signor ministro, io debbo pur continuare a chiamare suntuarie le tasse sui cavalli, sui servi e sulle carrozze.

Le chiamo suntuarie perchè così le chiama la legge francese del 1791, perchè così le chiamano tutte le leggi consecutive che si sono sforzate inutilmente di mantenerle contro la forza dei costumi, che è stata più potente delle leggi. Le chiamo suntuarie perchè così le chiama nella sua relazione il ministro belga che proponeva a quel Parlamento la legge del 1849; e le chiamo finalmente suntuarie perchè l'etimologia della parola non mi permette di dar loro altro nome; sono tasse stabilite non sulle entrate, ma sulle spese.

Io non farò certamente assalto di crudizione col signor ministro di finanze, il quale in questa come in tante altre cose riconosco volentieri per maestro; gli domanderò solamente di permettermi di continuare a servirmi di un nome di cui tutta Europa si è continuamente servita.

E non vale il dire che le tasse proposte non sono suntuarie, perchè non è intenzione del legislatore con lo stabilirle di moderare le spese dei privati. Infatti, qualunque sia l'intenzione di chi le stabilisce, se il suo effetto è in sostanza quello appunto di mettere un freno alle spese dei privati, perchè non dovremo noi dirle suntuarie? Certamente il Governo non ha avuto l'intenzione di diminuire con questa legge il numero dei cavalli e delle carrozze; ma che vale che questa non sia

stata la sua intenzione, se l'effetto della legge sarà di diminuire il numero delle carrozze e dei cavalli?

Ho detto nella relazione che la Commissione faceva pochissimo conto delle stime che sarebbero necessarie, qualora si mantenesse ai contribuenti la facoltà di richiamarsi contro la quota che la legge stabilisce per il valore della mobilia.

Il signor ministro crede che a torto la Commissione diffidi di questa stima; tuttavia io non credo che sia la Commissione per ricredersi su questo punto, come pur debbo dire di non potermene ricredere; io continuo ad avere pochissima, dirò anzi quasi nessuna fiducia in questa stima.

Quale fiducia infatti si potrà avere in una stima di mobili usati, di mobili il cui valore può essere da diverse persone stimato a somme enormemente tra loro disuguali?

Ne abbiamo la prova in tutti gl'incanti che quotidianamente si fanno di mobili. Due incanti di mobili identicamente eguali fatti in due giorni differenti della settimana producono dei prezzi non alquanto differenti l'uno dall'altro, ma tripli, quadrupli l'uno dall'altro; perchè in queste cose tutto dipende dalla legge, dall'offerta e dalla domanda.

Un mobile offerto non vale niente, un mobile domandato costa enormemente caro.

Tutti i giorni ognuno di noi avrebbe l'opportunità di comprare per 50 o per 60 lire un mobile, che, qualora lo volesse in un altro momento, non potrebbe avere a meno di 500 a 600 lire.

Aveva dunque ragione di dire che pochissimo conto si può fare di queste stime, anche nell'ipotesi che tutti i periti fossero periti ed onesti; ma quest'ipotesi è ben lontana dal verificarsi, e voi sapete quanta imperizia si possa annidare sotto il cappello di un perito.

Che se dal passato vogliamo un poco conghietturare ciò che l'avvenire ci riserva, veggiamo in qual modo si sia eseguita la legge sui fabbricati. Con ciò risponderò ad un'altra osservazione del signor ministro che faceva notare alla Commissione, che egli non conosce legge che non sia eseguita.

La Commissione non ha avuto la menoma intenzione di fare rimproveri al Ministero per l'inesecuzione di nessuna legge; le leggi ineseguibili non si eseguono; e così avverrebbe a quella che ci è proposta: il Ministero farebbe ogni sforzo per eseguirla, ma la natura delle cose ripugnerebbe a tutti questi sforzi, e la legge rimarrebbe, come tante altre, lettera morta, senza esecuzione.

Può dirsi infatti eseguita la legge d'imposta dei fabbricati? Ognuno che sappia quale è il risultato che diedero nel maggior numero di comuni le consegne, quale è il risultato che hanno avuto le rettificazioni fatte dai Consigli comunali, può rispondere se le intenzioni della legge siano state adempiute, se non vi siano in molti comuni moltissimi alloggi il cui valore locativo non è stato portato alla metà, talora al terzo del vero.

Potrei fra le leggi ineseguite citarne un'altra, per cui la cosa è molto più evidente ancora, la legge d'imposta sulle patenti; a proposito della quale il signor ministro faceva le lodi dell'assennatezza del Senato, che non aveva voluto, col respingere questa legge, privare l'erario di una valida risorsa.

Ora, se il Senato stimò di dare, se diede il suo assenso ad un progetto che tutti unanimemente riconoscevano per vizioso, che tutti tenevano per ineseguibile, noi fece certamente con la speranza di assicurare così un ricco provento all'erario, che anzi ognuno di noi nel gettare la palla bianca nell'urna pensava non tanto a gettare un obolo nelle casse delle finanze, quanto a mettere in salvo il principio della

legge, ad impedire che altri forse non credesse che il Senato la rigettasse perchè esso disapprovasse il principio dell'imposta commerciale.

Il Senato ha temuto che col condannare la forma di legge che ci si proponeva altri non ne concludesse che se ne condannavano i fondamenti.

Qui un tale danno non è a temere. Qualora il Senato approvi le conclusioni della Commissione, sarà manifesto che esso non rigetta la base del valore locativo, poichè anzi su questa si appoggia tutto il progetto della Commissione. Risultierà, è vero, che il Senato rigella le altre tre basi, ma in ciò la Commissione non crede che il voto del Senato sia per cagionare nessun danno all'erario, e molto meno nessun danno al nostro credito.

Qual credito credete voi che sia potuto derivare per noi dalla legge sulle patenti? Il credito forse di aver con una legge assolutamente insequibile voluto gettare polvere negli occhi dei creditori?

Non già ch'io dica che siffatta supposizione potesse avere ombra di fondamento, poichè non era certamente intenzione di nessuno d'ingannare i creditori dello Stato; ma questa falsissima supposizione acquisterebbe ora un'apparenza di verità qualora si ammettesse ora la legge tal quale vi è presentata.

Dopo che l'esperienza ci ha già una volta o due insegnato che queste tali leggi non si ponno in fine eseguire, e non producono a favore dell'erario quei frutti che se ne erano aspettati, l'approvare una terza legge di esecuzione vieppiù difficile, di rendita vieppiù problematica, sarebbe quasi sempre un dire che siamo deliberati di voler sempre votare imposte per burla. E questa, o signori, è la giusta spiegazione di quella tale tenerezza che la Commissione di finanze ha mostrato per l'imposta personale e mobiliare tal quale esiste dal 1818 in qua. La Commissione non ignora le ineguaglianze che già fin dal 1818 potevano esistere nelle quote di queste imposte, la Commissione essa stessa ha detto chiaramente nella sua relazione che queste disuguaglianze dovevano essere già fatte vie maggiori negli ultimi 74 anni, nei quali sono tanto cambiati la popolazione, il commercio, la ricchezza di tutti i comuni dello Stato.

Ma queste ineguaglianze che si fanno suonare tant'alto sulla tassa personale e mobiliare quale esiste saranno poi per essere minori nelle tasse che colla nuova legge si vogliono stabilire? Le basi di questa nuova tassa sono esse così solide, così ferme? La misura d'agiatezza che si vuole desumere da questi indizi è essa così manifesta, così sicura che non sia per nascerne nessuna disuguaglianza nel modo in cui la tassa venne a colpire i contribuenti?

Nell'imposta personale mobiliare quale esiste, vi è da un comune all'altro una differenza, che, al dire del signor ministro delle finanze, può andare da 17 centesimi fino a 290 centesimi, mentre nella nuova legge le disuguaglianze ascenderanno a qualche centinaio e forse a qualche migliaio di lire!

Io non vedo adunque che questa tal quale tenerezza della Commissione per un'imposta che esiste da 34 anni, che non ha, checchè se ne dica, dato mai giusti motivi di lagnanza, di cui anzi nessuno mai si è seriamente lagnato, sia poi tanto sragionevole, in un momento in cui le nostre finanze han sì grande bisogno di non privarsi di una risorsa sicura. Questa tenerezza, per ciò che esiste, è la medesima per cui il Parlamento belgico ha preferito mantenere la legge olandese del 1822 grave, vessatoria, certamente non perfetta, anzichè mettersi al cimento di nuovo sperimento, di cui nessuno può con sicurezza prevedere i risultati.

Non credo che sia necessario che io mi arresti lungamente a giustificare la critica fatta dalla Commissione della disposizione relativa all'aggravio che il progetto di legge vorrebbe imporre ai celibi ed ai vedovi, e delle agevolezze che il progetto medesimo promette ai padri di prole numerosa. Su questo secondo punto mi pare perentoria un'osservazione, della quale il signor ministro ha sembrato fare pochissimo conto; che, cioè, se egli è giusto che la tassa sia minore per il padre di tre figliuoli che per il padre di due; se è giusto che sia minore per il padre di cinque figliuoli che per il padre di tre, dove essere ancora più giusto che sia minore per quello di dodici che per quello di sette. E non vale, mi si permetta il dirlo, la risposta data dal ministro, che un alloggio di due mila lire deve bastare per qualunque famiglia per numerosa che sia. Io non credo che si possa in sul serio sostenere che un'onorata famiglia debba stivare dodici figliuoli nello stesso alloggio, in cui potrebbe comodamente farne capire quattro o cinque. Non vi ha dunque ragione di arrestare la generosità della legge al numero di cinque figliuoli e di piantar qui le colonne di Ercole delle esenzioni.

La Commissione ha reso giustizia alle intenzioni di coloro che hanno compilato quest'articolo di legge, persuasa che essi non intesero promuovere così l'aumento della popolazione; essa non ha creduto dover arrestarsi a queste intenzioni, ma bensì esaminare quale fosse la tendenza della legge.

Ora, è evidente che questa tendenza è quella medesima dell'esenzione di tassa che le regie Costituzioni promettevano ai padri di dodicesima prole; è evidente che la tendenza è la medesima che avevano quelle pensioni di 250 lire che, con saggio consiglio ed a proposta del Ministero, il Parlamento ha abolito, sono poche settimane.

Vi ha tuttavia una differenza. I nostri padri concedevano il favor della esenzione ai padri di famiglia, e così lo limitavano a casi rarissimi, a casi eccezionali; ma noi molto più generosi, le estendiamo fino al numero di tre figliuoli, cominciamo a gratificare il padre di tre figliuoli, lo gratifichiamo vieppiù quando ne ha cinque, poi ci arrestiamo e ravvisiamo che i suoi meriti non possono andare al di là. Quasi si direbbe che abbiamo perduta fede nella fecondità della popolazione, che non vogliamo più ammettere che sia possibile una famiglia, nella quale il numero di figliuoli oltrepassi il cinque!

Neppure non credo che si possa accettare l'osservazione del signor ministro che sia rarissimo il caso di due celibi, i quali convivano, lo credo anzi che questo è caso frequentissimo; infatti sono moltissimi i fratelli primogeniti che prendono presso di sé un fratello minore; di zii che prendono presso di sé uno, due, tre, o più nipoti; di nipoti che prendono presso di sé uno zio. In tutti questi casi, la legge verrebbe a punire questi atti di beneficenza; la legge non vuole che gli zii si occupino dell'educazione dei loro nipoti, la legge non vuole che i fratelli assistano i loro fratelli, la legge non vuole che i nipoti accolgano in casa i loro zii.

Voi vedete quanti effetti che erano lontanissimi dalla mente di chi propose quest'articolo, quanti effetti e tutti cattivi verrebbe a produrre questa disposizione.

Il signor ministro ha fatto poi molte osservazioni sopra critiche parziali, le quali cadono quale su questo, quale su quell'articolo del progetto.

Io non credo di doverlo seguire in questo campo perchè, quando saremo arrivati alla discussione di ciascuno di questi articoli, spero poter giustificare una ad una tutte le proposte della Commissione, riserbandomi a nome della Commissione medesima di andarne proponendo forse ancora qualcuna altra.

Io credo d'averlo così risposto, se non con molto ordine, almeno con sufficiente copia alle principali opposizioni fatte dal signor ministro contro alle conclusioni della Commissione, e quindi, tutto rimettendomi nella saviezza del Senato, io prego ora a permettere che io metta fine a questo mio forse già troppo lungo e certamente troppo noioso discorso.

CINQUARIO, ministro delle finanze. Io non imiterò l'onorevole preopinante nel desiderio che ha avuto di esilarare il Senato; per me lo stato delle finanze e l'importanza di questa legge sono cose abbastanza serie.

Poche parole risponderò alle principali osservazioni ch'egli ha fatte.

In quanto alla misura dell'agiatezza io ripeterò che fino a tanto che non mi sarà dimostrato che colui il quale può pagare una pigione di 2000 lire è altrettanto ricco quanto colui che, pagandone una eguale, tiene ancora famiglia, cavalli e carrozze, non potrò tener per dimostrato che le basi del progetto ministeriale siano da eliminarsi.

In quanto al merito della graduazione io non avrei difficoltà ad ammetterla: osservo però ed è cosa già notata dal relatore stesso che i contratti di lire 2001 sono rarissimi e quasi impossibili, e che saranno vieppiù rare le capitolazioni per prezzi frazionati quando emanerà la legge; perchè tutti procureranno di portare i loro contratti a cifre rotonde.

Del resto, in quanto alla semplificazione delle operazioni che la Commissione mostra di desiderare, noterò che il sistema graduale da lei proposto non semplifica niente affatto (*Segni affermativi dal banco della Commissione*), perchè sostituisce la necessità di cinque o sei operazioni aritmetiche ad una sola. (*Segni negativi dal banco della Commissione*)

In quanto alle parole di leggi suntuarie, io non istarò a fare questione sul valore del vocabolo; dirò solamente che se la legge suntuaria si vuole intendere a questo modo, allora saranno pure leggi suntuarie tutte quelle che graveranno gli oggetti che vengono dall'estero o si fabbricano nel paese; ogni tassa crescendo i prezzi degli oggetti si può considerare come tendente a restringerne l'uso.

Circa alle stime ed alla fiducia osserverò che il signor relatore è padrone, e forse ha ragione di dire che vi sono dei periti imperiti; ma egli ha confuso, nel citare il suo esempio, il prezzo che nasce nel calore dell'asta dall'offerta e dalla

domanda con la stima naturale degli oggetti. Se le stime dovessero tenersi in così poco pregio, come egli mostra di averle, converrebbe cancellare dal Codice di procedura e da molte leggi tutte le disposizioni che prescrivono una stima qualunque.

Circa la legge della tassa commerciale cui il preopinante ha voluto alludere, altro è che la legge non gli dia tutto il provento sperato, altro il dire che non sia eseguita. Il signor senatore ha soggiunto che deponendo il suo voto bianco nell'urna non credeva di deporre neppure un obolo nella cassa delle finanze.

Io sono molto lieto che questo presagio non si sia avverato. È vero che la legge renderà appena la metà di quello che si era calcolato, ma un milione e mezzo è un obolo che nella condizione delle nostre finanze io accetterò sempre volentieri quando il Senato voglia farcene il dono.

Alcune disuguaglianze nelle leggi finanziarie non si possono assolutamente evitare; io credo che nessuna legge di imposta possa essere scomparsa con ragion matematica: mi riferisco in ciò all'autorità delle parole stesse dette dal detto relatore.

Il legislatore fa il meglio che può e che sa, colpisce i segni esteriori della ricchezza, e quando ha fatto quello che può meglio io penso non si possa ragionevolmente domandar altro.

Io mi restringo per momento, stante l'ora tarda, a queste osservazioni, riservandomi nel caso che qualche altro oratore prendesse la parola di rispondergli in quel modo che parrà più conveniente.

PRESIDENTE. Non essendovi più alcun altro oratore iscritto, nè presentandosi più chi domandi la parola, io interrogherò il Senato se intende di tener per chiusa la discussione generale.

(La discussione generale è chiusa.)

Domando se il Senato intende di passare alla discussione degli articoli.

Molte voci. A domani! a domani!

PRESIDENTE. È rimandata a domani la discussione particolare degli articoli.

La seduta è levata alle ore 5 1/4.